



Une synthèse des sciences du paysage

**Donadieu P. (2012).** *Sciences du paysage, entre théories et pratiques.* Paris?: Éditions Tec & Doc, Lavoisier, 230 p.

**Hélène Douence**

DANS **L'ESPACE GÉOGRAPHIQUE 2014/1 Tome 43**, PAGES II À II  
ÉDITIONS **BELIN**

ISSN 0046-2497

ISBN 9782701190655

DOI 10.3917/eg.431.0091b

Date de mise en ligne : 17/07/2014

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-espace-geographique-2014-1-page-II?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Belin.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## Pour une géographie libre

PELLETIER P. (2013). *Géographie et anarchie : Élisée Reclus, Pierre Kropotkine, Léon Metchnikoff et d'autres*. Paris : Éditions Tec & Doc, Lavoisier, 230 p.

« Savoir se repérer dans l'espace, c'est accroître sa liberté [...]. Pratiquer une géographie libre, c'est découpler la liberté de tous ». Philippe Pelletier signe un livre militant, une bonne partie du propos consistant à tordre le cou à quelques idées reçues sur l'anarchie et sa réputation folklorique, telles la violence ou l'absence d'ordre voire le terrorisme. Mais pour lui, l'anarchie – à ne pas confondre avec l'anarchisme – est plus qu'une méthode et ne se réduit pas non plus à une idéologie. L'auteur nous offre une épistémologie et une philosophie de l'action, toujours en phase avec le monde contemporain et soucieux d'actualiser la pensée libertaire.

Il y a le Pelletier militant et le Pelletier géographe, un peu comme pour Élisée Reclus dont les deux versants, le libertaire et le géographique, sont le sujet du livre. Tout en se gardant bien de sombrer dans le travers hagiographique, l'empathie avec la pensée reclusienne conduit à le créditer de beaucoup d'innovations, telles l'anticipation des approches systémique et transnationale, l'invention de la géographie sociale, l'intuition d'une théorie de la centralité urbaine. Il aurait été l'un des premiers à dénoncer l'impérialisme, prenant la mesure de la future mondialisation, et précurseur des *postcolonial studies* en proposant de décentrer le regard sur les régions opprimées. Une occasion pour l'auteur de balayer à juste titre quelques affirmations hasardeuses sur le colonialisme présumé ou l'antisémitisme de Reclus. Sa très vaste connaissance des textes (de Reclus et de toute la mouvance anarchiste) lui donne une autorité érudite incontestable. Philippe Pelletier complète ainsi le processus de valorisation dont il est lui-même l'artisan, avec quelques autres. On pense notamment à la thèse récente de Federico Ferretti qui a reconstitué l'étonnant, vaste et prolifique réseau des « travailleurs géographes » autour de Reclus<sup>1</sup>.

L'un des dossiers les plus percutants du livre est celui des rapports avec l'écologie. À l'instar du marxisme et de sa téléologie conduisant à la fin du capitalisme, l'écologisme est condamné pour son dogmatisme historique, celui de l'imminente catastrophe écologique planétaire. Reclus qui n'a jamais utilisé le concept d'écologie (contrairement à Vidal de la Blache), préférant celui de « mésologie », pourrait servir d'alternative. Son « anthropocentrisme non arrogant » s'exprime par la formule célèbre : « L'homme est la nature prenant conscience d'elle-même ». Déjà en 1864, Reclus rendait attentif à la responsabilité de l'homme vis-à-vis de la nature avec laquelle il est en interaction, refusant le holisme et retenant les aspects positifs de l'action aménagiste, en vue de l'émancipation individuelle et de « formes sociétales » qui procureraient à l'humanité le bonheur (pour reprendre ici la terminologie de Kropotkine souvent mobilisé aussi).

1. FERRETTI F. (2011). *L'Occident d'Élisée Reclus : l'invention de l'Europe dans la Nouvelle Géographie Universelle (1876-1894)*. – *L'Occidente di Élisée Reclus : l'invenzione dell'Europa nella Nouvelle Géographie Universelle (1876-1894)*. Paris : Université de Paris 1-Panthéon-Sorbonne, Université de Bologne, thèse de doctorat en géographie, 612 p.

On l'aura compris, malgré son titre, cet ouvrage porte avant tout sur Reclus. Sa structure académique en trois parties – les géographes anarchistes avec successivement leur démarche méthodologique, leur rapport à la nature et au politique, leur manière d'envisager les peuples du monde – couvre en réalité des propos enchâssés et quelque peu foisonnants. Un livre important si son lecteur prend soin de décanter les niveaux d'écriture.

Au-delà de l'épistémologie qui nous vaut de belles pages de synthèse et des mises au point très pédagogiques sur les courants idéologiques, il restera l'ambition d'une contribution au savoir-penser l'espace. Pour Philippe Pelletier, l'anarchie entretient une relation privilégiée avec la géographie. Les deux démarches se trouvent dans un rapport quasi constitutif et identitaire. Ce croisement entre anarchie et géographie est sans doute original et ouvre des perspectives critiques à la compréhension des modalités du pouvoir et du rapport à l'espace. – François WALTER, université de Genève

## Une synthèse des sciences du paysage

DONADIEU P. (2012). *Sciences du paysage, entre théories et pratiques*. Paris : Éditions Tec & Doc, Lavoisier, 230 p.

L'auteur tente le projet ambitieux et novateur d'une synthèse sur la question paysagère contemporaine à la croisée des pratiques professionnelles et des réflexions scientifiques, c'est-à-dire des sciences de l'action et des sciences de la connaissance, d'où le choix d'un titre assumant les pluriels. L'ouvrage est essentiellement une réflexion sur le rôle et les postures des paysagistes et leurs rencontres avec d'autres praticiens et théoriciens. S'ensuit un enchaînement de douze chapitres qui explorent tour à tour différents champs et disciplines plus ou moins centrés sur la ville ou la campagne selon les cas : gestion de l'espace (horticulture, art des jardins, urbanisme, architecture...), sciences humaines (géographie, histoire...) et sociales (économique et juridique...), sciences du vivant (écologie, agronomie...). Cette succession nécessite une lecture attentive pour éviter une impression de fragmentation et saisir l'enjeu de l'ouvrage : établir des passerelles entre des courants de pensées et des pratiques ayant un même objet de départ, le paysage, pour en rechercher les points de friction, des points complémentaires ou concurrents. L'intérêt n'est pas ici d'apprendre sur sa propre discipline, dont l'analyse trop rapide peut paraître simpliste, mais de la confronter aux autres, incitant à une certaine humilité, le paysage n'étant pas propriété disciplinaire !

L'auteur souhaite aussi s'inscrire dans la mondialisation contemporaine en évoquant les sociétés nord-américaines ainsi que les autres sociétés européennes (du Nord comme du Sud). La culture orientale, malgré sa longue histoire paysagère, reste une grande absente, les cultures africaines et sud-américaines aussi.

L'ouvrage s'inscrit dans une conception humaniste, reconnaissant la dimension constructive des utopies permettant à nos sociétés de penser leurs relations à l'espace et à la nature. Pierre Donadieu admet ainsi, pour le citer, la capacité de « résistance » des sociétés comme « opposition consciente et volontaire aux dérives de nos sociétés » contemporaines autant que leur capacité de « solidarité » permettant le « vivre ensemble ». Le premier chapitre intitulé « Les biens et services paysagers peuvent-ils être communs ? » pose alors une question qui traverse ensuite l'ensemble de l'ouvrage. On peut pourtant regretter que la réponse soit éparpillée dans l'ensemble des chapitres qui suivent, cette fragmentation des idées rendant le fil directeur plus difficile à suivre.

La conclusion tente une mise en cohérence, inachevée, des diverses sciences du paysage identifiées. Elle relève ainsi le caractère illusoire, mais nécessaire, de la notion de paysage, soulignant son rôle dans la capacité à faire changer nos regards sur le monde, et par là même nos

comportements, condition indispensable de notre survie sur la planète. Cela implique une inévitable dimension éthique permettant d'explicitier les valeurs que sous-tendent les règles et normes de l'action paysagique passée et en cours.

Un ouvrage complexe et plein de nuances, qui s'adresse à des personnes déjà initiées à la question paysagère. Il est une incitation à croiser nos cheminements intellectuels sur le paysage, pensées traduisant différemment un même souci contemporain de notre monde. – **Hélène DOUENCE**, *université de Pau et des Pays de l'Adour*

## Les campagnes allemandes réinventées

LACQUEMENT G., MARTIN BORN K., VON HIRSCHHAUSEN B. (2012). *Réinventer les campagnes en Allemagne. Paysage, patrimoine et développement rural*. Lyon : ENS Éditions, 280 p.

Depuis les années 1950 et pendant un demi siècle, les modèles d'aménagement ont reposé sur les aires d'influence urbaine en RFA et sur la domination idéologique de la ville en RDA, à tel point que l'espace rural n'existe pas dans les statistiques allemandes. La notion séculaire de *Kulturlandschaft*, paysage cultivé et culturel et cellule de transformation harmonieuse du milieu, est néanmoins redevenue un des fondements de la politique contemporaine d'aménagement à travers l'écologie, le résidentiel et la diversification des activités. L'ouvrage, issu d'un programme interdisciplinaire franco-allemand, propose trois approches.

Premièrement, la construction du rural comme ressource, vue d'abord sur la longue durée (naissance du mouvement de protection de la nature, place du *Landwirtschaft* dans le discours économique avec von Thünen). Prise entre deux figures opposées –le rural comme espace résiduel vs la ruralité comme proximité avec la nature–, la campagne n'émerge toutefois que dans la loi de 1998 sur l'aménagement du territoire grâce au concept de « durabilité » qui entraîne la réapparition du *Kulturlandschaft*. Malgré les controverses, cette « réinvention » de la campagne introduit une meilleure prise en compte de la diversité des territoires.

Deuxième approche : l'invention du patrimoine rural par mise en récit, notamment en ex-RDA où la succession des narrations sur les paysages comporte des manipulations de mémoire : embellissement princier au XVIII<sup>e</sup>, modernisation réformiste sous Weimar, célébration nazie de la terre et du sang, narration socialiste, récit actuel du développement durable. Redonner sens aux éléments hérités souvent disparates est une gageure pour le marketing spatial. Cette identification au patrimoine ne peut prétendre à la neutralité : les aménagements courent le risque de camoufler certains épisodes, les débats avec les sociétés locales pour trouver des consensus soulignent combien c'est affaire d'incrustation dans les mémoires, parentes lointaines et infidèles de l'histoire.

Enfin, l'analyse des politiques publiques et changements fonctionnels combine études de cas et réflexions générales. Les praticiens de l'aménagement soulignent les discordances entre ambitions et réalités dans la mise en place du développement rural intégré et durable, le flou des partenariats public-privé, les effets pervers de certains développements endogènes qui augmentent les disparités entre espaces, questionnant la régionalisation des crédits. L'accent est mis désormais sur les interdépendances entre mutations et non plus sur des interventions sectorielles ; avec la réduction des crédits publics, les grands projets laissent place au ciblage d'actions multifonctionnelles locales d'initiative endogène. Le cas de l'Institut de gestion paysagère de Fribourg éclaire parfaitement la culture allemande de l'embellissement par les paysages, le *Landespflege* (soin du paysage), les méthodes de concertation-participation pour

1. Cosinschi E. et M. (2009). *Essai de logique ternaire sémiotique et philosophique*. Berne : P. Lang.

concilier tenants de la nature et de la culture, tout comme l'action en faveur de bâtiments agricoles considérés comme une ressource base de reconversions économiques et non seulement identitaires.

La réinvention patrimoniale des campagnes exprime une transformation des mentalités, un retour au territorial, aux identités diverses des *Heimat* connectées à la nature autant qu'à l'histoire et objet d'irréductibles singularités évolutives. Les délicates articulations entre niveaux local, régional et national propres au fonctionnement fédéral font des *Kreise* des nœuds de tension entre pouvoir régalién et dynamique socio-économique. Le management des territoires locaux souligne souvent l'excès du nombre de projets et l'absence de synergie, loin d'une politique locale intégrée, ce qui empêche d'en faire un modèle pour une Union européenne soucieuse de la « ressource territoriale ».

Cet ouvrage dense et soigné apporte au final une connaissance des systèmes de pensée territoriale de l'Allemagne réunifiée qui dépasse la seule question de la ruralité. – **Violette REY**, *École normale supérieure de Lyon*

## Comment mesurer et renforcer la compétitivité des villes ?

KRESL P.K., IETRI D. (2012). *European Cities and Global Competitiveness. Strategie for Improving Performance*. Cheltenham, Northampton : Edward Elgar, 318 p.

L'économiste américain Peter Kresl et sa collègue Daniele Ietri, animatrice de l'Association italienne pour l'étude du développement local (AISLo), ont réuni une vingtaine de contributions, pour moitié italiennes, mais ne portant pas exclusivement sur l'Europe. C'est que l'ouvrage ne vise pas à évaluer la compétitivité des seules villes européennes comme le voudrait son titre mais à examiner les ressorts généraux de la compétitivité urbaine, grâce notamment à une meilleure gouvernance (2<sup>e</sup> partie) et à un soutien à l'innovation (3<sup>e</sup> partie) appréhendés à partir d'une dizaine d'études de cas concernant aussi l'Amérique du Nord, la Chine et le Mexique – pas sûr pour autant que les soi-disantes leçons de Mexico soient d'un grand secours pour éclairer les enjeux européens. La compétitivité urbaine est définie par P. Kresl d'une manière très globale comme manière de répondre aux aspirations de la population présente et future en termes d'emploi, de revenus, d'aménités et de cohésion.

Le Chinois Ni Pengfei résume son rapport sur la compétitivité des 500 plus grandes villes fondé sur une centaine d'indicateurs classiques<sup>1</sup>, tentative louable mais trop peu précautionneuse quant aux sources à l'origine d'un plaisant... GUCCI (Global urban component competitiveness index). Detroit aurait ainsi la 3<sup>e</sup> productivité du globe. Sans qu'on sache comment s'opère le lien avec ce *ranking*, les recommandations stratégiques ne sont toutefois pas dénuées d'intérêt, même si d'autres contributeurs dénoncent le prétendu universalisme de politiques de compétitivité urbaine prétendument valides *urbi et orbi*. William Lever évoque pour sa part un autre classement, ce qui relativise de facto les résultats du GUCR<sup>2</sup>. Plus convaincant, l'effort de Stefano Mollica et Giovanna Hirsch de construire avec les acteurs locaux un système souple de mesure multidimensionnelle de la compétitivité et d'en identifier les facteurs par *benchlearning* afin de les aider à définir leurs stratégies.

À la suite du chapitre initial de P. Kresl s'interrogeant sur la possibilité d'évoluer vers davantage de coopération, l'étude de la gouvernance se concentre sur les réseaux de villes à partir notamment du système polycentrique d'Écosse centrale (par W. Lever, qui dresse une brillante perspective générale sur la coopération) et du « modèle du Québec » étudié par Diane-Gabrielle Tremblay et Juan-Luis Klein qui proposent une intéressante typologie de la « fabrique du

1. NI P. (2012). *The Global Urban Competitiveness Report – 2011*. Cheltenham & Northampton : Edward Elgar, 416 p.

2. MASTERCARD (2008). *The World Cities Report*. Purchase 7: Mastercard.

consensus ». Les exemples indiquent que c'est souvent une crise locale qui conduit à coopérer ou à encourager l'innovation, à l'instar du *brainport* d'Eindhoven dont Leo van den Berg et Alexander Otgaar exposent avec brio les modèles de partenariat. De façon récurrente et classique, les textes s'interrogent sur la dépendance au sentier des trajectoires de développement et sur les rapports entre compétitivité et durabilité. De manière plus originale, D. Ietri montre que l'apparente bombe à retardement démographique du vieillissement italien a en réalité des effets positifs sur la régénération urbaine et la cohésion sociale du fait de l'engagement associatif des seniors et de leur contribution active à la vie culturelle si bien que les villes devraient chercher à fixer ces résidents porteurs de ressources cachées car, comme le relève malicieusement P. Kresl, elles rajeunissent en les accueillant.

Plusieurs chapitres éclairent du reste l'intéressant cas italien, confirmant des faits connus : lien entre compétitivité nationale et urbaine, autocorrélation spatiale positive des compétitivités régionales, rôle stratégique des jeunes actifs qualifiés nationaux et immigrés, impact croissant de la culture et des aménités qui dépendent, bonne nouvelle, des autorités locales. Le livre est d'ailleurs influencé par l'École italienne qui, avec Camagni et contre Krugman, affirme que les territoires sont en compétition autant que les entreprises. Le volume comporte aussi des mises au point générales, peu novatrices mais synthétiques, sur le gouvernement des villes et sur les effets des politiques de mobilité sur la compétitivité. L'important chapitre de P. Kresl questionne pour finir d'une belle manière les chances de la strate des petites villes, « absente des radars de bien des économistes et géographes »<sup>3</sup> et a priori éloignée des présupposés floridiens. – Guy BAUELLE, *université de Rennes 2*

## Un dictionnaire critique des nouvelles idéologies de l'aménagement

REIGNER H., BRENAC T., HERNANDEZ F. (2013). *Nouvelles idéologies urbaines. Dictionnaire critique de la ville mobile, verte et sûre*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, coll. « Espace et territoires », 178 p.

Les auteurs, respectivement politiste (Hélène Reigner), ingénieur (Thierry Brenac) et aménageuse (Frédérique Hernandez), mettent à distance la *doxa* urbanistique en vigueur. La formule choisie pour aller à l'encontre du paradigme dominant est celle d'un lexique critique fort de 26 entrées traitant majoritairement de l'organisation de la mobilité (péage urbain, modes doux, zone de rencontre...) et très secondairement de sécurité (urbanisme sécuritaire, vidéosurveillance), l'analyse portant essentiellement sur les villes françaises. Passer au crible la légitimation écologique de l'aménagement urbain pourra surprendre quand on sait l'apparent consensus qui entoure le choix d'une ville plus verte, plus douce et plus sûre, orientation accompagnée d'injonctions comportementales – réduire sa vitesse, se déplacer à bicyclette ou en transports publics, etc. En réalité, dispositifs et normes apparemment purement techniques sont au service d'une idéologie néo-hygiéniste masquant des logiques de domination sociale et symbolique, au profit d'élites jouissant d'un centre-ville toujours plus amène mais au détriment des couches populaires pénalisées par leur résidence périphérique et des indésirables (SDF, étudiants fêtards).

Malgré son caractère iconoclaste, on suit d'autant plus volontiers l'argumentation qu'elle mobilise aussi bien des recherches rattachées aux *urban studies* qu'une littérature grise éparsée spécialisée (rapports français et étrangers) et des textes réglementaires (le livre étant très à jour sur ce point), ce qui ôte toute dimension idéologique à cette entreprise de déconstruction. Le

3. Signalons toutefois un ouvrage récent : NORMAN J.R. (2013). *Small Cities USA: Growth, Diversity, and Inequality*. New Brunswick: Rutgers University Press, 208 p.

texte multiplie les paradoxes, souligne certains décalages entre représentation commune et réalité statistique, ouvre de salutaires controverses, remet en cause certaines idées reçues, le tout avec humour et finesse et non de manière péremptoire ou vainement polémique. On allie audace intellectuelle et solidité scientifique. Les articles sont en outre fort bien écrits et très bien calibrés et renvoient les uns aux autres, donnant cohérence à la démonstration, même si on peut relever certaines contradictions : modes doux et transports en commun profitent tout de même avant tout aux plus modestes, tandis que la ville compacte est aussi la moins automobile et la moins ségréguée du monde développé.

On est moins convaincu par l'idée, fondée sur des références à l'École de la régulation renvoyant majoritairement à des cas nord-américains, selon laquelle les stratégies visant à rendre la ville plus compétitive résulteraient d'un néo-libéralisme « entrepreneurialiste » visant à attirer investisseurs et classes dominantes dans un contexte de concurrence interurbaine internationale. Si le souci croissant de l'attractivité pour capter des ressources mobiles ne fait pas de doute, la transposition intégrale du modèle de la « ville revanchiste » et de « surveillance studies » néofoucaaldiennes pêche par excès, ce que les auteurs reconnaissent du reste partiellement à propos de « communautés fermées » dont Gérald Billard et François Madoré ont montré qu'elles restaient exceptionnelles en France et conçues dans un esprit de séparatisme très éloigné de la norme américaine. On peut du reste regretter que la dimension culturelle ne soit pas davantage étudiée : pourquoi les villes (d'apparence) vertueuse sont-elles en Europe du Nord (Pays-Bas, Flandre, Allemagne, pays nordiques) alors que les villes méditerranéennes d'Europe sont parmi les plus motorisées du globe (et surmotorisées au regard de leur niveau de vie) ? Des choix admis ici – comme le péage urbain de Stockholm validé par référendum – sont-ils recevables là ? Enfin, si certaines alternatives sont esquissées (se préoccuper davantage du péri-urbain, faire une application modulée de certains principes), la dimension prescriptive en vue d'assurer une durabilité écologique et sociale est assez peu présente. – Guy BAUELLE, *université de Rennes 2*